

OXFAM FRANCE - AGIR ICI
Communiqué de presse - 24 octobre 2008

Diffusion immédiate

Le gouvernement met un coup d'arrêt aux projets de développement en Afrique sub-saharienne

Le gouvernement français envisage de couper massivement ses subventions aux pays d'Afrique Sub-saharienne dès aujourd'hui, selon les informations d'Oxfam France – Agir ici.

Selon une série de documents diffusés largement au sein du réseau de la coopération française, que s'est procuré Oxfam France – Agir ici, l'instruction de projets de subventions destinées au soutien des projets nationaux de lutte contre la pauvreté en Afrique sub-saharienne, via l'Agence française de développement (AFD), pourrait être « suspendue sine die ». Cette décision se traduira par l'arrêt d'une série de financements destinés aux secteurs vitaux de ces pays, parmi les plus pauvres de la planète.

Pour la seule région Afrique de l'Ouest, un soutien aux projets nationaux de 49 millions d'euros était prévu en 2008, en 2009, cette ligne n'apparaît plus dans un document présentant le détail de la Programmation triennale 2009-2011 de l'aide au développement de la France. Même constat pour les 19 millions consacré en 2008 à l'Afrique centrale. Autre cible de ces réductions : l'Initiative internationale pour la mise en œuvre accélérée du programme Éducation pour tous (Initiative « fast-track ») est-elle aussi visée.

Un projet de courrier diplomatique, discuté en ce moment-même par le gouvernement, pour informer les pays concernés par les suppressions précise que : l'AFD « continuera, sur un nombre de pays limité compte tenu de la limite des enveloppes de subvention disponibles au niveau central, des petits projets de microfinance, d'ONG ou à forte visibilité politique. » La concentration géographique des subventions voulue par le gouvernement est bien là, mais pas en Afrique... Seuls quatre pays « à forte visibilité politique » sortent du lot, sur instruction de l'Élysée : Haïti, l'Afghanistan, les Territoires Autonomes Palestiniens et les Comores. En parallèle, les documents montrent une augmentation exponentielle des prêts.

Les coupes prévues sont sévères et concernent pour la plupart un soutien à des programmes sociaux essentiels prévus sur plusieurs années. Exemples de projets remis en cause : l'appui au secteur de la santé au Mali, au Rwanda, au Togo, au Congo, à Madagascar... ou encore le secteur de l'éducation au Niger, en RDC, au Bénin, en Guinée... Sans parler de subventions au secteur agricole, en pleine crise

alimentaire.

« Comme le craignait Oxfam France – Agir ici depuis le début des arbitrages budgétaires, en mai, la France taille à grands coups de sabre dans son aide, c'est aujourd'hui l'Afrique sub-saharienne qui en fait les frais. La crise financière ne doit pas servir d'explication ou d'excuse, les hésitations du gouvernement ne datent pas d'hier. Avant d'être un problème de finances, c'est un manque de volonté politique clair de faire de la réalisation des objectifs de développement internationaux une priorité pour la France », affirme Sébastien Fourmy d'Oxfam France – Agir ici

« Le gouvernement a voulu faire croire qu'avec un budget de plus en plus serré pour la coopération, la France pourrait honorer toutes ses promesses internationales. Aujourd'hui les conséquences de cette politique se feront immédiatement ressentir dans les pays africains » poursuit Sébastien Fourmy.

Pour la première fois depuis l'an 2000 et les engagements sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le montant de l'aide française a reculé en 2007. La France ne se donne pas les moyens de tenir ses promesses d'augmenter son aide publique au développement (APD), notamment l'engagement présidentiel de consacrer 0,7% du Revenu national brut à l'APD d'ici à 2015.

Nicolas Sarkozy avait lui-même rappelé lui-même devant l'Assemblée des Nations unies, à New York, le 22 septembre dernier « qu'aucun pays africain n'est dans les temps pour atteindre tous les objectifs du Millénaire pour le développement ». En référence à l'endettement de l'Afrique, il avait alors demandé à la communauté internationale de ne pas répéter les « erreurs du passé », et de ne pas préparer « une nouvelle crise de la dette africaine pour 2030 ». Un mois plus tard, la France va sérieusement découper ses dons et de multiplier les prêts.

« La France a annulé les dettes de plusieurs pays pauvres ces dernières années. Ces annulations ont été utilisées pour gonfler artificiellement le montant de son aide publique au développement. Désormais, le gouvernement va ré-endetter les pays africains pour tenter de tenir ses engagements internationaux, sans réel effort budgétaire. Avec une telle politique, la France efface d'un trait tous les efforts entrepris ces dernières années pour lutter contre la pauvreté en Afrique et soutenir des stratégies établies par les pays africains eux-mêmes. C'est un retour 20 ans en arrière. Au final, les mêmes erreurs sont répétées, et une fois de plus les populations des pays pauvres vont trinquer » conclut Sébastien Fourmy.